

CHRONIQUE POLITIQUE.

Il y a, en ce moment, en France, un sentiment d'inquiétude très-apparent. La tribune, les journaux, les conversations le reproduisent sous toutes les formes. On s'attend à une tentative contre la Constitution. On s'accorde généralement sur ce fait, qu'elle viendrait de plus haut que le ministère ; mais on diffère sur tout le reste : d'après les uns, elle serait entourée de précautions légales ; selon d'autres, on emploierait la violence ; selon ceux-ci, on se contenterait de l'intrigue. Quelle sera l'époque de cette révolution ? les avis varient. Tantôt il s'agit d'un terme très-rapproché, le 15 août, par exemple, fête de famille pour les collatéraux de Napoléon, tantôt d'une occasion indéterminée, mais qui ne peut manquer de se présenter avant l'expiration légale des pouvoirs présidentiels. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les fonctionnaires publics eux-mêmes semblent partager ces appréhensions, et ne pas prendre au sérieux l'ordre politique actuel. Ils se taisent, quand ils devraient montrer de la confiance, pour en inspirer à leurs administrés. Il reste toujours, dans leurs discours, une lacune, au moment où on s'attend à rencontrer une adhésion chaleureuse à la République. Jamais ils n'ont été si sobres de protestations de dévouement à la Constitution ; on dirait qu'ils ont peur d'être dupes, en faisant leur devoir. Ce silence est non-seulement triste, il est presque menaçant.

Que devons-nous croire de toutes ces rumeurs ? que devons-nous augurer de tous ces présages ? que c'en est fait de la République ? Pas encore. Mais nous pouvons, sans niaiserie, admettre qu'il y a des rancunes, des mauvaises intentions à l'égard de notre Constitution, et qu'elles sont prêtes à se mettre au service du premier ambitieux qui osera. Heureusement que la France peut avoir foi dans le ministère. Ce n'est pas lui qui se prêterait à une entreprise contre la Constitution. Des ministres, ayant volontairement accepté d'en être les premiers défenseurs, ne sauraient participer à une modification illégale, sans déshonneur. Or, on peut critiquer leurs actes politiques, mais on ne peut mettre en doute leur loyauté. Quant au Président, nous le disons à regret, il n'inspire pas la même sécurité que son ministère. C'est à son profit que devrait tourner cette tentative, et nous avouons qu'il est

intéressé trop directement dans la question, pour espérer le voir parfaitement impartial, quand l'heure sera venue de la juger.

Qu'on ne nous dise pas que nous attaquons le Président de la République : ce n'est pas notre intention. Qu'on ne nous dise pas que nous cédon à des préventions injustes contre son caractère : nous signalons seulement les difficultés et les dangers de sa position. Ce n'est pas une accusation que nous portons contre lui, nous nous bornons à reproduire le doute qui est au fond de tous les esprits, depuis le 10 décembre. D'ailleurs, pourquoi a-t-il tant d'amis indiscrets et compromettants ? Nous aimons bien à croire qu'ils prennent leurs propres désirs et leurs rêves pour les intentions et les volontés de celui qu'ils s'imaginent servir ; mais leurs paroles suffisent pour propager le doute et l'inquiétude. Et puis, la raison n'admet pas du premier coup qu'un ex-prétendant à l'empire puisse se résigner facilement au rôle modeste d'un président responsable et à terme avec 1,200,000 fr. d'appointements. C'est un malheur pour le gardien de la République d'avoir entendu ces sinistres paroles : *Macbeth, tu seras roi !* Il n'est pas facile de les oublier, et l'ambition cause alors de douloureuses insomnies. Il aurait pourtant une belle place à prendre dans l'histoire, et un grand exemple à donner aux nations et aux gouvernements ; pour cela, il faudrait, au lieu d'essayer je ne sais quelle parodie de l'Empire, prendre Washington pour modèle, et se montrer, comme lui, digne du pouvoir en sachant le quitter. On ne peut qu'imiter Napoléon, en fait de génie et d'ambition, mais on peut le surpasser par le désintéressement, par le respect des lois de son pays et le dévouement à ses intérêts. Cette gloire n'est-elle pas assez haute pour satisfaire les plus ardentes ambitions ?

Ces nuages, que nous avons signalés à l'horizon, n'alarmeraient personne, si chacun, en France, paraissait prêt à faire son devoir, et comprenait mieux les dangers de tout changement opéré en dehors des voies constitutionnelles. Mais il y a, par malheur, dans la société, des gens dominés par de singulières préoccupations. Au lieu de voir dans la République un réglemeut d'ordre contre l'anarchie, ils la considèrent comme l'anarchie elle-même organisée. Pour elle, point d'amélioration possible, point de tolérance, point de pardon. Tout leur paraît bon, juste et désirable, à côté de ce gouvernement monstrueux ; et, pour s'en débarrasser, ils consentiraient à traverser une tempête et à jouer le jeu de hasard des révolutions. On en rencontre même de tout disposés à livrer des batailles et à être des héros pour conquérir la servitude : pour notre compte, en voyant ces hommes, quêtant un

maitre avec tant d'opiniâtreté, nous ne pouvons nous empêcher de prendre un certain intérêt à leurs recherches, et de reconnaître qu'ils méritent de réussir. Ce qui nous afflige, c'est de rencontrer ces exagérations, même dans la bourgeoisie, qui devrait être affranchie la première de ces idées préconçues. Il est difficile de comprendre comment elle peut s'abuser sur les tendances naturelles et durables des gouvernements républicains, et n'y voir que la fin de son influence politique, la ruine de tous ses intérêts, et le renversement de tout ce qu'elle a mis de réellement juste et de réellement bon dans les lois positives, dans les mœurs et les instincts politiques de son pays. Comment ne s'aperçoit-elle pas que la République est la conséquence logique de ses principes ? la réalisation de cet avenir d'enrichissement par le travail véritable et non par le jeu, de sollicitude pour les intérêts matériels, de politique sage et peu ambitieuse à l'extérieur, qu'elle rêvait, sous les gouvernements précédents, mais dont elle ne jouissait pas ?

Comment ne s'aperçoit-elle pas que nous sommes déjà arrivés à ce résultat par la force des choses, plus encore que par les effets des hommes ? Notre gouvernement n'est-il pas un gouvernement à tendances moyennes ? les hommes qui sont au ministère, aujourd'hui, ne sont-ils pas l'expression des intérêts et des opinions de la bourgeoisie ? Ils étaient à peine possibles, sous le règne de Louis-Philippe ; ils sont presque nécessaires, sous la République. Et, de bonne foi, pourrait-il en être autrement ? Le caractère distinctif du régime républicain est d'être le gouvernement des majorités réellement constatées. Une majorité ne peut se constituer que par et pour un intérêt général : soutenir qu'une majorité, quand la nation entière est consultée, peut être autre chose que la représentation d'un intérêt général, impliquerait un non-sens. Or, l'intérêt général s'est-il jamais trouvé dans les partis extrêmes et dans les exagérations politiques ? Si les intérêts généraux sont la moyenne des intérêts particuliers, la volonté des majorités est aussi la moyenne des volontés individuelles. La République, entendue comme elle doit l'être, est essentiellement le gouvernement des majorités, c'est-à-dire des idées moyennes, au service des intérêts généraux, c'est-à-dire des intérêts moyens. L'activité et la responsabilité de tous, augmentées par la participation de tous aux affaires du pays ; le désarmement des grandes passions et des grandes ambitions ; le renoncement aux grandes batailles et aux génies transcendants ; la prose administrative remplaçant la poésie politique ; les hommes utiles succédant aux héros ; le bon sens de la nation pesant plus dans la balance que les hautes conceptions d'un ministre ou l'entêtement d'une tête couronnée, voilà, à un certain

point de vue, ce que signifie la République. Y a-t-il donc, dans cette perspective, quelque chose qui puisse tant effrayer la bourgeoisie ? Mais, va-t-on nous dire : — Depuis le 24 Février, la République nous a donné le contraire de tous ces avantages. — Sans relever l'exagération et l'injustice de ce reproche, nous répondons qu'il ne faut pas regarder d'où vient le chemin que l'on suit, mais où il va ; et qu'au reste, il dépend de ceux qui se plaignent, d'établir, pour l'avenir, ce qu'ils regrettent dans le passé. D'autres nous diront : La République, telle que vous la dépeignez, n'est que l'avènement des médiocrités, le triomphe du crétinisme politique. — Voici notre réponse : Nous préférons la bonne politique à la grande politique ; la sagesse à la gloire ; l'intérêt général, l'intérêt des multitudes anonymes, aux prétentions de quelques classes, ou à la grandeur de quelques hommes.

J. B.

NOTA. Nous venons de lire un discours remarquable de M. Dufaure. Il fera cesser, nous l'espérons, toutes les appréhensions qui ont motivé cet article.